



## **Frontex, un mur immoral, mais aussi illégal**

Triste est de constater que l'agence Frontex n'a évidemment pas fait ses preuves. De 2005 à aujourd'hui, le bilan est lourd et l'image est ternie. En effet, en plus d'être chère, cette politique européenne des frontières a coûté la vie à environ 44'000 personnes, dont beaucoup d'enfants.

D'un point de vue purement légal, l'agence a failli en soutenant des actions et des procédures illicites. Elle s'est rétractée, mais seulement une fois que les preuves étaient sur la table. Les alertes préalables des ONG et des médias n'ont pas été prises en considération.

Prenons l'exemple des migrant-e-s à la frontière croato-bosnienne qui ont été renvoyé-e-s en Bosnie-Herzégovine (alors que ceci est illégal) et dont certain-e-s ont été dépouillé-e-s de leurs biens. Il y a également l'exemple de la Hongrie dont les procédures d'asile sortaient du droit européen.

Les socialistes sont également très sensibles à la cause des réfugié-e-s politiques. Et là aussi, il y a un vice dans le système. En effet, une demandeuse ou un demandeur d'asile politique ne peut plus faire sa demande auprès d'une ambassade. Ils ou elles doivent donc passer la frontière illégalement pour être en droit de demander l'asile, et ce, au péril de leur vie. Cette politique migratoire est devenue absurde et se contredit elle-même. De plus, l'UE négocie avec des états dont le pouvoir et la légitimité sont flous (la Libye) et qui retiennent des migrant-e-s dans des conditions atroces...

Il est à noter également que la Suisse, malgré les gros moyens financiers, matériels et humains qu'elle met à disposition, n'a qu'un pouvoir consultatif auprès de Frontex. Le budget de Frontex a explosé de 7000 % depuis sa formation. Nous refusons de rester complice de ce mur qui ne diminue en rien le nombre de migrant-e-s mais amplifie les crises humanitaires.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres, le Parti socialiste neuchâtelois, la Jeunesse Socialiste Neuchâteloise et le PS Migrant-e-s, appellent à rejeter ce soutien supplémentaire à Frontex et à se tourner vers une politique migratoire plus morale, durable et respectueuse des droits humains.



Neuchâtel, le 9 décembre 2021

Au nom des trois partis socialistes, Ahmed Muratovic